

## REHABILITER LE POLITIQUE

La Conférence des évêques français a édité une brochure en octobre 2016 « **Retrouver le sens du politique** », Nous vous invitons à lire ce texte. On peut se le procurer facilement, il est intitulé « Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique », c'est 4 euros, édité chez Cerf-Bayard-Mame ; ou bien sur internet (taper « retrouver le sens du politique.cef ») que l'on peut télécharger gratuitement. Le contexte, qui a poussé ces évêques à écrire, ce sont les réactions négatives de très nombreuses personnes concernant la politique, comme le refus d'aller voter, des blocages et des critiques à tous vents ....

Le texte a cette formule : « Notre société, et plus largement toute vie en commun, ne peut pourtant pas se passer du politique ». Or l'on constate qu'au niveau de l' Europe et des pays occidentaux une *faiblesse* certaine du politique et des dirigeants manifeste une cruelle impuissance face aux drames actuels en Syrie et au Proche-Orient, au carnage d'Alep, etc.

Cette intervention des évêques a été reçue avec intérêt par des personnes de tous bords, de droite comme de gauche, Elle demande sans doute à ne pas rester lettre morte ! Le livre, sorti à la fin du mois d'octobre, a déjà été vendu à plus de 45 000 exemplaires !

Sont développés trois thèmes :

la nécessité du **débat**,

la nécessité du **compromis**

et le « **contrat social** » à refonder : allusion ici à une pensée du 18ème siècle, celui « des Lumières », c'était plutôt inattendu dans un texte ecclésial ! Il s'agit du livre « le Contrat social » écrit en 1762 par le philosophe Jean-Jacques Rousseau. C'est l'idéal républicain de Rousseau qui va inspirer le texte de la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » de 1789, ainsi que la démocratie elle-même en tant que modèle politique. Ce projet c'est une relation *contractuelle* qui doit exister entre les citoyens et le gouvernement légitime (élu) :

- les citoyens renoncent à une liberté individuelle absolue et confient à l'Etat le soin de « gouverner » ; ils se soumettent aux lois (qui sont votées par des élus du peuple).
- de son côté l'Etat, qui détient le pouvoir, garantit la sécurité des citoyens, la paix, le respect des droits établis, et s'efforce de réduire les inégalités entre les hommes.

Or ce beau modèle est souvent déformé ou mal vécu. Aujourd'hui des parts entières de la population y échappent, et le chômage de masse, comme les dérives de la mondialisation, la présence de nombreux étrangers pas toujours bien accueillis, tout cela rend nécessaire de « **refonder** le contrat social », le mettre à jour, lui redonner sa place et son rôle, et de mieux comprendre l'importance du politique. Et c'est ce que ce texte propose plus spécialement dans le numéro 4, mais aussi ailleurs : favoriser le sens du collectif, de l'engagement de chacun, du débat, de la lutte contre les injustices. A chacun d'assumer ses responsabilités.